

# Tension avec Madrid ? « Pas de quoi fouetter un chat »

- ▶ Madrid n'a pas digéré les « sorties » de Charles Michel dans la crise catalane.
- ▶ Le Premier ministre persiste et signe.
- ▶ Et assure qu'il « n'y a pas de crise ni de bagarre ».

Le « Catalanexit » (exit... de l'Espagne) n'est pas encore un problème européen. Ce qui constitue, reconnaît Madrid, « *la plus grave crise politique en 40 ans de démocratie espagnole* », n'allait pas être pris à bras-le-corps par le sommet européen, ce jeudi soir. Parce que Mariano Rajoy, le chef du gouvernement espagnol, ne le veut pas. Et parce que le « *club privé* » d'Etats qu'est le Conseil européen, comme le qualifie Amadeu Altafaj, le représentant du gouvernement indépendantiste de Catalogne auprès de l'UE, fait montre jusqu'ici d'une solidarité sans faille envers un Rajoy aux prises avec des dangereux sécessionnistes « *illégaux* », comme le répètent à l'envi les autorités espagnoles.

« *Il est évident que la situation en Espagne est préoccupante. Mais notre position est qu'il n'y a pas de place, pas d'espace pour quelque médiation, initiative ou action internationales que ce soit, a confirmé le président du Conseil européen. Je ne m'attends pas à une discussion sur la situation. Nous avons tous nos émotions, nos opinions mais il n'y a formellement pas d'espace pour une intervention de l'UE à ce sujet* », a précisé Donald Tusk, au terme de la première session de travail des leaders européens, avant leur dîner de travail. Plus tôt, le président du Parlement européen Antonio Tajani avait aussi souligné qu'il s'agit d'un « *problème interne espagnol* ».

Mais « l'éléphant » était bel et bien « dans la pièce », au Juste Lipse, le bâtiment du Conseil européen – remis in extremis en

service à 100 %, après que l'Europe voisin, le nouveau QG du Conseil européen, est temporairement « HS » pour cause de problème répété d'émanations toxiques dans les cuisines. A défaut de figurer à l'ordre du jour des travaux des Vingt-Huit, l'affaire catalane, en pleine escalade, était présente dans bien des esprits et déclarations des leaders européens, interrogés sur le sujet par la presse à leur arrivée au sommet. Et certainement dans le chef de Charles Michel, supposé être, selon un scoop publié le matin même par *Het Laatste Nieuws* et *De Morgen*, au cœur d'un sérieux incident diplomatique belgo-espagnol...

Mais non, mais non !, se sont

**Rajoy et Michel « entretiennent de bonnes relations », « se parlent régulièrement »**

LE PORTE-PAROLE DE CHARLES MICHEL

employés à faire savoir responsables belges et espagnols. La position du Premier ministre belge, un « *allié* », exprimée devant le Parlement fédéral ne « *nous pose pas de problème* », dit une source officielle espagnole, qui « *ne commente pas* » les interviews dans la presse, au *Soir* du week-end dernier notamment, ni les communications entre gouvernements. Rajoy et Michel « *entretiennent de bonnes relations* », « *se parlent régulièrement* », « *les liens économiques, culturels, touristiques sont forts* », abonde le porte-parole de Charles Michel.

Il nous revient cependant que, face aux médias espagnols, après un premier briefing offert aux médias européens, la même

source madrilène se montrait plus tendue. Le courroux madrilène remonte au tweet envoyé par le Premier ministre belge durant les violences policières, qui avaient émaillé le référendum du 1<sup>er</sup> octobre en Catalogne – des violences que Madrid minimise très fortement. Charles Michel avait publiquement jugé, seul à le faire, que « *la violence n'est pas la réponse. Nous condamnons toute forme de violence et réitérons notre appel au dialogue politique* »

**La Belgique a démenti que l'ambassadeur de Belgique en Espagne aurait été convoqué par les autorités espagnoles**

Dans un courriel espagnol adressé, selon *Het Laatste Nieuws* et *De Morgen*, à la diplomatie belge, Madrid a fait part de sa « *stupéfaction* » face aux « *attaques du gouvernement belge* », lesquelles pouvaient même « *sérieusement mettre en danger nos relations bilatérales* ». La Belgique, par contre, a démenti que l'ambassadeur de Belgique en Espagne aurait été convoqué par les autorités espagnoles, ce qui aurait constitué un palier supplémentaire dans le malaise diplomatique. Et Madrid dément avec force avoir jamais menacé, en représailles, de bloquer la candidature (en très bonne position) de Catherine De Bolle, commissaire-générale de la police fédérale belge, à la tête d'Europol.

Plusieurs chefs d'Etat ou de gouvernement (et non des moindres : l'Allemande Merkel, le Français Macron...) sont arrivés à Bruxelles en réitérant leur

soutien à la position ferme du gouvernement espagnol et « *à la Constitution* ». Charles Michel, lui, a martelé à l'entrée du sommet : « *J'assume et je persiste : j'appelle au dialogue et à la désescalade. L'Espagne est un pays ami, nous avons toujours plaidé pour le dialogue et le respect de l'ordre national, de l'ordre international et de l'Etat de droit* », a ajouté le Premier ministre. Avant de s'asseoir, hâsard du protocole, à la droite de... Mariano Rajoy, qui lui a consenti une rapide poignée de mains... avant de se tourner vers son voisin de gauche, le Premier ministre suédois.

Lors d'une conférence de presse en soirée, Charles Michel précisait que, humiliant l'irritation de Madrid, « *nos conseillers diplomatiques et ambassadeurs se sont parlé en permanence ces derniers jours et heures* ». Le Premier ministre ajoute que son homologue espagnol « *a (son) numéro de téléphone* » et qu'il ne l'a pas appelé... « *Il n'y a ni crise ni incident* », souligne Michel, juste une « *interprétation médiatique de mes propos. Tout le monde est d'accord pour dire que le dialogue est nécessaire pour résoudre les crises politiques* ».

« *J'assume chacun des mots utilisés* », conclut-il, jugeant qu'à l'analyse, « *il n'y a pas de quoi fouetter un chat* ». Charles Michel n'avait pas davantage que ses pairs l'intention d'évoquer le sujet au sommet, face-à-face, avec Mariano Rajoy. « *Je n'ai pas l'intention d'alimenter davantage cette discussion-là. Ce n'est pas nécessaire car il n'y a pas de crise ni de bagarre* ». ■

PHILIPPE REGNIER

# perspective La méthode Tusk pour doper l'efficacité de l'UE

Après une première journée de réunion où ils ont discuté de beaucoup de sujets importants et intéressants (le marché numérique en pénible construction, l'avenir des accords commerciaux, l'Iran et la Corée du Nord, ou encore la relation avec la Turquie), mais sans qu'aucune décision ne fût prévue à la clé, les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE vont discuter ce vendredi matin du « *sujet le plus intéressant* » de ce sommet, selon un diplomate : l'avenir de l'Europe. (Ils discuteront aussi de la négociation sur le Brexit, mais à ce sujet, le scénario était déjà écrit : lire *Le Soir* de jeudi.)

En termes d'avenir de l'Europe, les 28 – étonnamment, le Royaume-Uni participe encore à ces débats, puisqu'il est toujours membre de l'UE – vont débattre sur base d'une série de propositions qui leur ont été transmises à la veille du sommet par Donald Tusk. Lors du récent sommet informel à Tallinn fin septembre, les chefs d'État ou de gouvernement avaient en effet chargé le président du Conseil européen, notamment sous l'effet coordonné des « quadras » Emmanuel Macron, Charles Michel et Xavier Bettel (Premier ministre luxembourgeois), de leur soumettre un agenda et une méthode de travail pour donner une nouvelle impulsion à l'UE.

L'objectif collectif avait été résumé sèchement par la chancelière allemande, raconte une source diplomatique : « *Il est temps que nous reprenions les choses en main.* » Reprendre les choses en main ? Une autre façon de dire ce que le Premier ministre belge plaide depuis longtemps : « *Passer de l'Europe des crises à l'Europe qui agit.* »

Après le choc du référendum du Brexit en juin 2016, les 27 s'étaient déjà un peu ressaisis en s'accordant sur une série de priorités concrètes corres-

pondant aux préoccupations majeures des citoyens. À savoir : l'emploi, la migration et la sécurité intérieure et extérieure, compilés dans ce qui a été appelé la feuille de route de Bratislava. Pour les dirigeants européens les plus convaincus que le progrès passe par un bond dans l'intégration européenne – un club puissamment renforcé par l'élection d'Emmanuel Macron – il fallait plus que cela : réaliser un authentique progrès dans l'organisation et le mode de fonctionnement de l'UE. Quitte à ce que, lorsque ce n'est pas possible à 27, les plus volontaires puissent le faire en nombre réduit. La fameuse Europe à plusieurs vitesses, ou, plus politiquement correct, l'Europe différenciée.

## Trois principes

Message entendu par Donald Tusk. Le président du Conseil européen a mis sur la table un « Agenda des leaders » inspiré par trois principes. Primo : rester concentrés sur les solutions pratiques, « *sans tomber dans des débats institutionnels ou théoriques* ». Secundo, procéder par étapes : « *certaines matières sont mûres pour des décisions immédiates, d'autres demandent plus de préparation.* » Tertio : préserver « *l'unité retrouvée* » après le choc du Brexit. Le gros dilemme : « *comment concilier l'unité avec le dynamisme* », explique Tusk, qui a recyclé l'antienne des Macron, Michel & co, mais en la complétant d'un second terme : « *L'unité ne peut servir d'excuse à la stagnation, mais l'ambition ne peut mener aux divisions.* »

Côté méthode, Donald Tusk propose d'adopter une approche plus politique pour résoudre les « *noeuds gordiens* ». Notamment en multipliant les sommets : son agenda en propose treize en deux ans, profitant des quatre Conseils européens annuels ordinaires, comme des rencontres informelles, tel le prochain sommet social à

Göteborg en novembre.

Pour chaque débat destiné à trancher les dossiers bloqués, Donald Tusk élaborera des « notes de décision », où il dressera les divergences et les solutions possibles. Et si après deux tentatives aucun accord n'est possible, alors les pays qui le souhaitent iront de l'avant par la voie des « coopérations renforcées » prévues dans les traités. Le premier dossier chaud, l'approfondissement de la zone euro, est inscrit par Tusk à l'agenda du sommet de décembre, avec des décisions finales prévues pour celui de juin 2018.

D'après de nombreuses sources diplomatiques entendues par *Le Soir*, l'accueil de l'agenda de Tusk est assez favorable : « *Son ton est très différent des récents discours : il n'a pas le lyrisme de Macron, avec ses références à Mona Lisa et au profil des temples grecs, ni le degré de détail de celui de Jean-Claude Juncker* », commentait un diplomate.

Côté belge, on semble apprécier l'aspect volontariste et politique de l'approche de Tusk, qui combine l'agenda des dossiers concrets avec les projets d'approfondissement du projet européen. Mais tout en reconnaissant la nécessité et la légitimité pour les chefs d'État ou de gouvernement d'assumer leurs rôles dirigeants, les Belges pointent aussi le risque que cette méthode fait peser sur la méthode communautaire (où la Commission européenne assure un rôle central), laquelle assure aux petits pays de ne pas être écrasés par le pouvoir décisionnel des plus grands. C'est l'autre dilemme, où la Belgique est l'avocate traditionnelle d'une certaine orthodoxie européenne : comment combiner l'efficacité de la prise de décision et la garantie que tout le monde y participe. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

## Poutine critique le « deux poids deux mesures » des Européens

Le président russe Vladimir Poutine a qualifié jeudi la crise catalane d'« affaire

intérieure » à l'Espagne tout en s'en prenant à la politique de « deux poids, deux mesures » des Européens face aux velléités d'indépendance des peuples. « *Tout ce qui se passe est une affaire intérieure à l'Espagne et doit être résolu dans le cadre de la loi espagnole en accord avec ses*

*traditions démocratiques* », a déclaré le président russe devant les experts du club Valdaï à Sotchi. Vladimir Poutine a ensuite dénoncé une politique de « deux poids, deux mesures » au sein de l'Union européenne concernant ces questions. « *Il apparaît*

*qu'aux yeux de certains de nos partenaires, il y a de "légitimes" partisans de l'indépendance et de la liberté, et il y a les "séparatistes" qui n'ont pas le droit de défendre leurs droits, même via des mécanismes démocratiques* », a-t-il regretté. (b)

## Geert Bourgeois attribue le risque d'escalade à Rajoy

Le gouvernement espagnol de Mariano Rajoy risque de provoquer une escalade

supplémentaire dans son opposition au gouvernement catalan s'il continue de brandir la menace d'une suspension de l'autonomie de la Catalogne, a fustigé jeudi le ministre-président flamand Geert Bourgeois (N-VA). « *La négation de l'aspiration largement partagée d'une*

*nation et d'une région à plus d'autonomie ne fera qu'accroître les tensions à court et à long terme* », a affirmé le nationaliste flamand. Répétant son plaidoyer en faveur d'un dialogue entre les gouvernements de Mariano Rajoy et de Carles Puigdemont, il a aussi rappé-

lé la nécessité à ses yeux d'une intervention de l'Union européenne. « *L'article 4 du traité de l'Union européenne reconnaît expressément les structures fondamentales politiques et constitutionnelles des États, y compris en ce qui concerne l'autonomie régionale* », a-t-il noté. (b)

## « Libérez les Jordi ! »

Jeudi soir, une manifestation organisée à l'appel de la CUP, parti indépendantiste catalan d'extrême gauche, a

rassemblé quelques centaines de personnes sous la pluie dans les rues de Barcelone. Cette manifestation était organisée pour réclamer la libération des « deux Jordi ». Jordi Sanchez et

Jordi Cuixart, deux figures indépendantistes, sont emprisonnés depuis lundi soir pour « sédition » et considérés comme des « prisonniers politiques » par les indépendantistes.

# à Madrid La suspension de l'autonomie de la Catalogne se prépare

MADRID

DE NOTRE CORRESPONDANT

Le président du gouvernement séparatiste catalan Carles Puigdemont avait jusqu'à hier matin 10 h pour expliquer aux autorités de Madrid s'il avait oui ou non déclaré l'indépendance de la région la semaine dernière et pour, en cas de réponse affirmative, revenir en arrière. Sa lettre à Mariano Rajoy n'a pas convaincu l'exécutif espagnol qui a manifesté son intention d'appliquer l'article 155 de la constitution. A savoir suspendre, partiellement ou totalement, l'autonomie de la Catalogne.

Dans son courrier, Puigdemont assure que la suspension de l'indépendance, annoncée lors de son discours devant le parlement régional catalan le mardi 10 octobre, « est toujours en vigueur », tout en revendiquant une nouvelle fois la validité du référendum d'autodétermination du 1<sup>er</sup> octobre, interdit par la justice espagnole et émaillé de nombreuses irrégularités. Le leader séparatiste considère que « le peuple catalan a décidé le 1<sup>er</sup> octobre l'indépendance » mais qu'il a lui-même décidé « de laisser en suspens ce mandat populaire » pour favoriser un dialogue entre Madrid et Barcelone.

Celui-ci « n'a pas eu lieu » regrette Puigdemont qui critique également « une augmentation de la répression », mentionnant la mise en détention provisoire de deux dirigeants d'associations indépendantistes. « Si le gouvernement de l'Etat persiste à empêcher le dialogue et poursuivre la répression, le Parlement de Catalogne pourra procéder, s'il l'estime opportun, au vote d'une déclaration formelle d'indépendance qu'il n'a pas votée le 10 octobre », conclut le président catalan.

### Dès samedi

A Madrid, le gouvernement de Rajoy estime que Puigdemont a une nouvelle fois refusé de répondre à sa demande d'explications et qu'il n'a pas abandonné ses velléités indépendantistes. Dans un communiqué publié hier en milieu de matinée, l'exécutif de Rajoy a donc fait savoir qu'il « continuera les démarches prévues par l'article 155 de la Constitution pour restaurer la légalité » et qu'il prendra « toutes les mesures à sa disposition pour rétablir l'ordre constitutionnel » dans la riche région de 7,5 millions d'habitants.

Les premières décisions du gouvernement central seront connues de-

main à l'issue d'un conseil de ministres extraordinaire. Leur mise en application ne sera pas effective avant plusieurs jours, car elles doivent être préalablement présentées, débattues et votées au Sénat. Dans la perspective de l'application de l'article 155, Mariano Rajoy et son équipe ont multiplié les réunions avec les responsables politiques centristes et socialistes, qui soutiendront vraisemblablement les décisions adoptées par l'exécutif.

Ce ne sera pas le cas des antilibéraux de Podemos, qui ont répété hier leur volonté d'une sortie de crise « négociée et dialoguée ». Mais y a-t-il encore un espace de dialogue entre Madrid et Barcelone ? Officiellement oui, puisqu'il reste du temps avant l'annonce et l'application des mesures liées à la suspension de l'autonomie régionale. Cependant, le fossé qui sépare Rajoy et Puigdemont n'a cessé de se creuser ces derniers jours. La presse espagnole évoquait cette semaine une ultime possibilité : la convocation d'élections régionales par l'exécutif catalan, une alternative qui serait acceptée par le gouvernement central pour mettre fin au conflit. L'option a pour le moment été écartée par les dirigeants séparatistes. ■

GUILLAUME BONTOUX

## MODE D'EMPLOI

### Quid de l'article 155 ?

L'article 155 de la constitution espagnole offre à l'exécutif la possibilité d'adopter « toutes les mesures nécessaires pour obliger une région à respecter la

loi et l'intérêt général ». Madrid pourrait ainsi prendre le contrôle des forces de sécurité catalanes, des finances - sous tutelle depuis septembre - mais aussi suspendre certains fonctionnaires et responsables politiques et dissoudre le parlement régional. Ce vendredi, le

conseil des ministres doit définir une première série de mesures qu'il devra présenter au Sénat. Le Bureau permanent de la chambre haute les étudiera et les présentera au président de la Catalogne. Une fois Carles Puigdemont entendu, une commission interne doit

émettre un avis sur les mesures gouvernementales. S'il est positif, les mesures seront soumises au vote du Sénat, où le Parti populaire de Rajoy dispose de la majorité absolue. Ce vote pourrait intervenir en fin de semaine prochaine.

G.BX